



Unité*Travail*Progrès

REPUBLIQUE DU CONGO



MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DE L'INDUSTRIE ET DU PORTEFEUILLE PUBLIC

DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE

NOTE DE CONJONCTURE



QUATRIEME TRIMESTRE 2018 ET PERSPECTIVES POUR 2019

Mai 2019

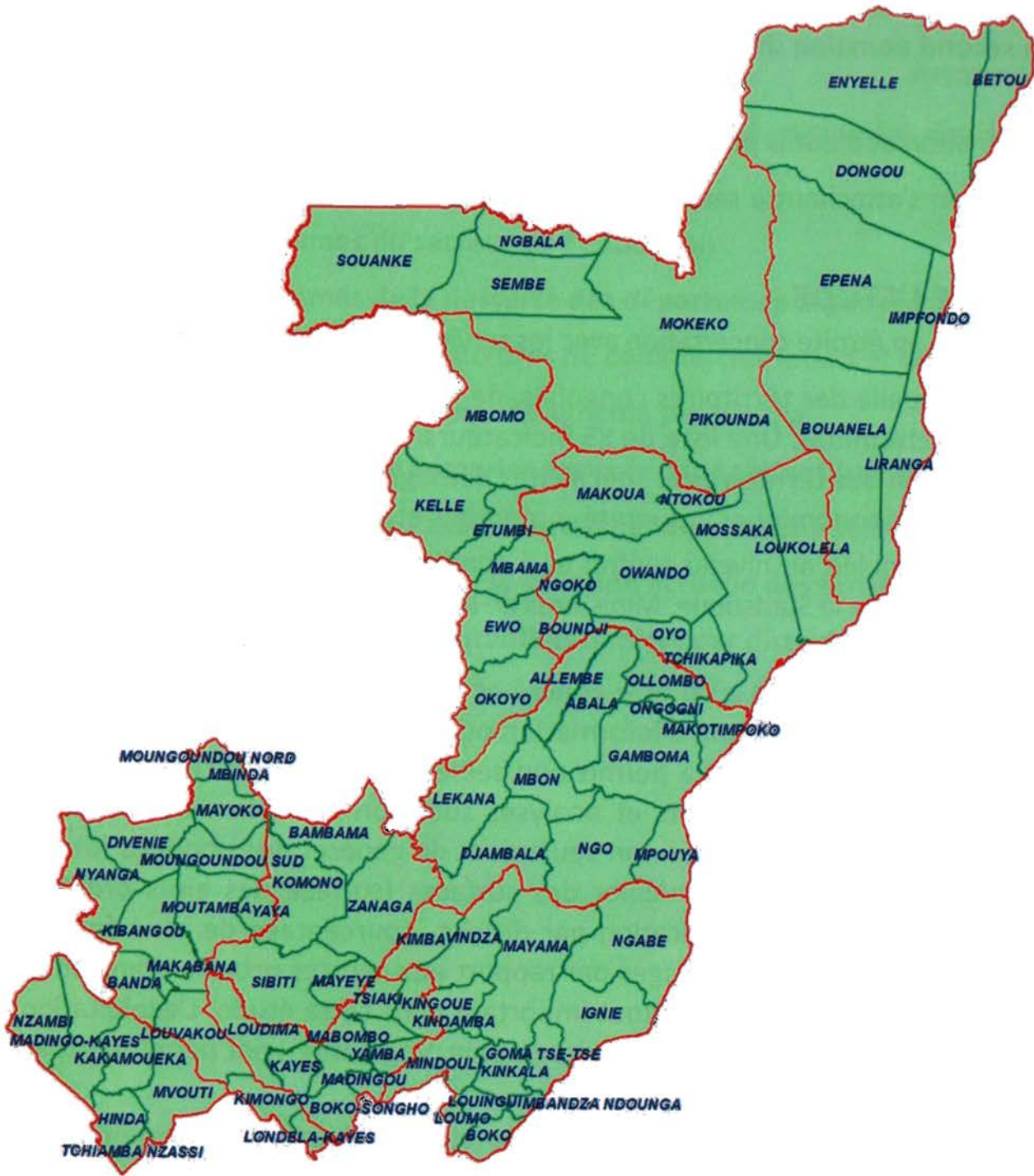


TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATIONS.....	4
LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES.....	5
APERÇU GENERAL.....	6
I. ECONOMIE INTERNATIONALE.....	7
1.1. Croissance économique.....	7
1.2. Prix des matières premières.....	7
1.3. Inflation.....	8
II. ECONOMIE NATIONALE.....	9
2.1. Secteur réel.....	9
2.1.1. Secteur primaire.....	9
2.1.1.1. <i>Agriculture et élevage</i>	9
2.1.1.2. <i>Pêche</i>	9
2.1.1.3. <i>Sylviculture et exploitation forestière</i>	9
2.1.1.4. <i>Industries extractives</i>	9
2.1.2. Secteur secondaire.....	10
2.1.2.1. <i>Secteur secondaire hors BTP</i>	10
2.1.2.2. <i>Bâtiments et travaux publics</i>	10
2.1.3. Secteur tertiaire.....	10
2.1.3.1. <i>Transports et télécommunications</i>	10
2.1.3.2. <i>Commerce, restaurants et hôtels</i>	10
2.1.3.3. <i>Autres services</i>	10
2.2. Effectifs employés.....	11
2.3. Inflation.....	12
2.4. Commerce extérieur.....	12
2.5. Finances publiques.....	12
2.5.1. Recettes publiques.....	12
2.5.2. Dépenses publiques et prêts nets.....	12
2.5.3. Soldes budgétaires.....	13
2.6. Situation monétaire.....	13
2.6.1. Avoirs extérieurs nets.....	13
2.6.2. Crédit intérieur.....	13
2.6.3. Masse monétaire.....	13
III. PERSPECTIVES ECONOMIQUES POUR 2019.....	15
3.1. Economie internationale.....	15
3.1.1. Croissance économique.....	15
3.1.2. Prix des matières premières.....	15
3.1.3. Inflation.....	15
3.2. Economie nationale.....	15
3.2.1. Secteur réel.....	16
3.2.2. Inflation.....	16
3.2.3. Finances publiques.....	16
3.2.4. Situation monétaire.....	16
ANNEXE.....	17
APERÇU METHODOLOGIQUE.....	17
1. Collecte des données.....	17
2. Calcul des valeurs ajoutées.....	17
3. Calcul des indices.....	17

SIGLES ET ABREVIATIONS

BEAC	: Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BM	: Banque Mondiale
BTP	: Bâtiments et Travaux Publics
BZV	: Brazzaville
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CFCO	: Chemin de Fer Congo-Océan
DGB	: Direction Générale du Budget
DGDDI	: Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects
DGE	: Direction Générale de l'Economie
DRN	: Direction des Ressources Naturelles
E²C	: Energie Électrique du Congo
F CFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	: Fonds Monétaire International
ICA	: Indice du chiffre d'affaires
IHPI	: Indice harmonisé de la production industrielle
INS	: Institut National de la Statistique
IPI	: Indice de la production industrielle
IPC	: Indice des Prix à la Consommation
LCDE	: La Congolaise des Eaux
NTIC	: Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
PAPN	: Port Autonome de Pointe-Noire
PIB	: Produit Intérieur Brut
PN	: Pointe-Noire
PNB	: Produit Net Bancaire
RCA	: République Centrafricaine
SCPFE	: Services de Contrôle de Produits Forestiers à l'Exportation
UE	: Union Européenne
UEMOA	: Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
WEO	: World Economic Outlook

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Tableau n° 1 : Evolution des prix des matières premières.....	8
Tableau n° 2 : Production du bois en termes réels (en millions de FCFA).....	9
Tableau n° 3 : Indice de la production industrielle hors BTP (base 100 : 2015)	10
Tableau n° 4 : Indice du chiffre d'affaires du secteur tertiaire en termes réels (base 100 : 2015)	10
Tableau n° 5 : Indice du chiffre d'affaires de la branche «Autres services » (base 100 : 2015).....	11
Tableau n° 6 : Effectifs employés (permanents et temporaires)	11
Tableau n° 7 : Indice de prix à la consommation (base 100, année 2005)	12
Tableau n° 8 : Echanges extérieurs des biens (en milliards de FCFA)	12
Tableau n° 9 : Principaux produits d'exportations (en milliards de FCFA)	12
Tableau n° 10 : Principaux produits d'importations (en milliards de FCFA)	12
Tableau n° 11 : Tableau des opérations financières de l'Etat (2017 - 2018)	13
Tableau annexe 1 : Répartition des entreprises enquêtées par département	17
Tableau annexe 2 : Répartition des entreprises ayant répondu par secteur d'activités	17
Graphique n° 1 : Evolution de la production de la sous-branche « Pêche » en termes réels	9
Graphique n° 2 : Evolution de la production pétrolière	9
Graphique n°3 : Evolution de la masse monétaire et ses contreparties	13

APERÇU GENERAL

La croissance économique mondiale a fléchi au quatrième trimestre 2018, en raison des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine et d'une série d'autres facteurs qui ont affecté l'activité dans de nombreux pays.

Suivant les statistiques de l'OCDE, dans les *pays avancés*, la croissance a en moyenne ralenti, passant de 0,30% au troisième trimestre 2018 à 0,28% au quatrième trimestre 2018, sur fond notamment d'une baisse de confiance des chefs d'entreprises et des consommateurs et des retards liés à la mise en place des nouvelles normes d'émission des carburants pour les véhicules diesel en Allemagne.

Dans les *pays émergents* et *pays en développement*, la croissance a en moyenne décéléré, s'établissant à 0,08% au quatrième trimestre 2018 après avoir été de 0,4% au troisième trimestre 2018, en rapport avec le ralentissement de l'investissement intérieur (en particulier dans les infrastructures) et de la consommation des biens durables en Chine, le durcissement de la politique économique en Turquie et en Argentine ainsi que les tensions géopolitiques au Moyen-Orient.

En Afrique Subsaharienne, le taux de croissance a été de 3% en 2018 contre 2,7% en 2017, en raison des performances des pays dotés d'économies diversifiées.

Les cours des matières premières ont connu une évolution contrastée, au quatrième trimestre 2018. Le cours du Brent, s'est fixé à 64,3 dollars US au quatrième trimestre 2018, en baisse de 11,9% en variation trimestrielle. Les cours de bois dans l'ensemble ont régressé au quatrième trimestre 2018.

Le cours mondial du sucre, établi à 0,29 dollar US le kilo au quatrième trimestre 2018, est en hausse de 16% en variation trimestrielle. Le prix du fer, se fixant à 71,9 dollars US la tonne métrique au quatrième trimestre 2018, a enregistré une progression de 7,8% en variation trimestrielle. Le prix du cuivre, ressorti à 6163,6 dollars US la tonne métrique au quatrième trimestre 2018, a progressé de 0,8% en variation trimestrielle.

Dans les *pays avancés*, l'inflation a été globalement contenue au quatrième trimestre 2018. Dans les principaux *pays émergents* et *pays en développement*, elle a eu une évolution contrastée.

Au plan national, l'activité économique, au quatrième trimestre 2018, a été marquée par une évolution mitigée dans le secteur primaire, une baisse d'activités dans le secteur secondaire et un recul d'activités dans le secteur tertiaire.

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,8%, contre un taux de 1,1% au troisième trimestre 2018.

Le solde de la balance commerciale a été excédentaire de 265 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2018.

Le budget de l'Etat a été également excédentaire au quatrième trimestre 2018.

La situation monétaire, à fin décembre 2018, s'est caractérisée par une augmentation des avoirs extérieurs nets et une contraction du crédit intérieur et de la masse monétaire.

La présente note dont l'objet est d'analyser l'évolution de l'activité économique au quatrième trimestre 2018, aura deux grandes parties : l'économie internationale et l'économie nationale.

I. ECONOMIE INTERNATIONALE

L'analyse de l'économie internationale portera sur la croissance économique, les prix des matières premières et l'inflation.

1.1. Croissance économique

La croissance économique mondiale a fléchi au quatrième trimestre 2018, en raison des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine et d'une série d'autres facteurs qui ont affecté l'activité dans de nombreux pays.

Suivant les statistiques de l'OCDE, dans les *pays avancés*, la croissance a en moyenne ralenti, passant de 0,30% au troisième trimestre 2018 à 0,28% au quatrième trimestre 2018, sur fond notamment d'une baisse de confiance des chefs d'entreprise et des consommateurs et des retards liés à la mise en place des nouvelles normes d'émission des carburants pour les véhicules diesel en Allemagne. Aux Etats Unis, la croissance a été de 0,5% au quatrième trimestre 2018, contre 0,8% au troisième trimestre 2018. Au Canada, elle est ressortie à 0,1% au quatrième trimestre 2018 après avoir été de 0,5% au troisième trimestre 2018. Dans la zone Euro, elle s'est établie à 0,2% au quatrième trimestre 2018, contre 0,1% au troisième trimestre 2018. Au Japon, elle est passée de -0,6% au troisième trimestre 2018 à 0,4% au quatrième trimestre 2018. Au Royaume-Uni, elle s'est affichée à 0,2% au quatrième trimestre 2018, contre 0,7% au troisième trimestre 2018.

Dans les *pays émergents* et *pays en développement*, la croissance a en moyenne décéléré, s'établissant à 0,08% au quatrième trimestre 2018 après avoir été de 0,4% au troisième trimestre 2018, en rapport avec le ralentissement de l'investissement intérieur (en particulier dans les infrastructures) et de la consommation des biens durables en Chine, le durcissement de la politique économique en Turquie et en Argentine ainsi que les tensions géopolitiques au Moyen-Orient. En Chine, la croissance est passée de 1,6% au troisième trimestre 2018 à 1,5% au quatrième trimestre 2018. Au Brésil, elle a fléchi, retombant à 0,1% au quatrième trimestre 2018, contre 0,5% au troisième trimestre 2018. Au Mexique, elle a ralenti, s'établissant à 0,2% au quatrième trimestre 2018 après avoir été de 0,6% au troisième trimestre 2018. En Inde, la croissance s'est raffermie, s'affichant à 1,6% au quatrième trimestre 2018, contre 1,5% au troisième trimestre 2018. En Russie, le PIB réel a progressé de 0,8% au quatrième trimestre 2018, contre 0,7% au troisième trimestre 2018. En Afrique du Sud, la croissance est passée de 0,6% au troisième trimestre 2018 à 0,1% au quatrième trimestre 2018.

Pour l'Afrique Subsaharienne, le FMI a retenu un taux de croissance de 3% en 2018 contre 2,7% en 2017, en raison des performances des pays dotés d'économies diversifiées.

Selon la Commission de l'UEMOA, la croissance de cette zone a été de 6,6% en 2018. De façon détaillée, le secteur agricole a connu en 2018 une croissance de 21,9% au Bénin, de 0,9% au Burkina Faso, de -3,4% en Côte d'Ivoire, de -5,5% en Guinée Bissau, de 3,2% au Mali, de -0,1% au Niger, de 41,4% au Sénégal et de 2,1% au Togo.

L'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) a augmenté, au quatrième trimestre 2018, de 17,9% en Côte d'Ivoire, de 13,2% au Mali et de 0,7% au Sénégal. En revanche, il a baissé de 34,6% en Guinée Bissau ; de 10,3% au Niger et de 26,3% au Togo.

Pour le secteur tertiaire, l'indice du chiffre d'affaires a progressé, au quatrième trimestre 2018, de 1,3% au Bénin ; de 7,9% en Côte d'Ivoire et de 6,5% au Sénégal.

En zone CEMAC, la croissance du PIB réel s'est établie à 1,8% en 2018 contre -0,2% en 2017, mettant ainsi terme à deux années consécutives de récession..

1.2. Prix des matières premières

D'après les statistiques de la Banque mondiale, les cours des matières premières ont connu une évolution contrastée, au quatrième trimestre 2018.

Le cours du Brent, s'est fixé à 64,3 dollars US au quatrième trimestre 2018, en baisse de 11,9% en variation trimestrielle.

Les cours de bois dans l'ensemble ont régressé au quatrième trimestre 2018. En effet, le prix des grumes, ressorti à 264 dollars US le mètre cube au quatrième trimestre 2018, a baissé de 1,1% en variation trimestrielle. Dans le même temps, le cours des bois sciés s'est fixé à 701 dollars US le mètre cube, en baisse de 1,3% en variation trimestrielle.

Le cours mondial du sucre, établi à 0,29 dollar US le kilo au quatrième trimestre 2018, est en hausse de 16% en variation trimestrielle.

Le prix du fer, se fixant à 71,9 dollars US la tonne métrique au quatrième trimestre 2018, a enregistré une progression de 7,8% en variation trimestrielle.

Le prix du cuivre, ressorti à 6163,6 dollars US la tonne métrique au quatrième trimestre 2018, a progressé de 0,8% en variation trimestrielle.

Tableau n° 1 : Evolution des prix des matières premières

Matières premières	2018		Variation en %
	3 ^{ème} Trim.	4 ^{ème} Trim.	T4/T3
Métaux précieux	92,8	93,4	0,6
Fer (\$/dmt)	66,7	71,9	7,8
cuivre (\$ US/T)	6117,5	6163,6	0,8
Grume (\$ US/m ³)	267,0	264,0	-1,1
Sciage (\$ US/m ³)	710,3	701,0	-1,3
Brent (\$ US/bl)	73,0	64,3	-11,9
Sucre (\$ US/kg)	0,25	0,29	16,0

Source : Banque Mondiale

1.3. Inflation

Dans les *pays avancés*, l'inflation a été globalement contenue. Aux États-Unis, elle est passée de 0,3% au troisième trimestre 2018 à -0,1% au quatrième trimestre 2018. Dans la zone Euro, elle s'est établie à 0,2% au quatrième trimestre 2018, contre 1,3% au troisième trimestre 2018. Au Canada, elle s'est située à -0,3% au quatrième trimestre 2018, contre 0,5% au troisième trimestre 2018. Au Japon, elle a décéléré, revenant de 0,5% au troisième trimestre 2018 à 0,3% au quatrième tri-

mestre 2018. Au Royaume-Uni, l'inflation est ressortie à 0,6% au quatrième trimestre 2018 après avoir été de 0,5% au troisième trimestre 2018.

Dans les principaux *pays émergents* et *pays en développement*, l'inflation a évolué comme suit. En Chine, le taux d'inflation était nul au quatrième trimestre 2018, contre 0,6% au troisième trimestre 2018. En Russie, l'inflation s'est fixée à 1,1% au quatrième trimestre 2018 après avoir été de 0,8% au troisième trimestre 2018. Au Brésil, elle s'est située à 0,6% au quatrième trimestre 2018, contre 1,4% au troisième trimestre 2018. Au Mexique, elle s'est établie à 1,8% au quatrième trimestre 2018, contre 1,3% au troisième trimestre 2018. En Argentine, elle est passée de 11,5% au troisième trimestre 2018 à 14,6% au quatrième trimestre 2018. En Inde, l'inflation est ressortie à 0,2% au quatrième trimestre 2018, contre 0,4% au troisième trimestre 2018. En Turquie, l'inflation s'est établie à 6,5% au quatrième trimestre 2018, contre 6,6% au troisième trimestre 2018. En Afrique du Sud, l'inflation s'est fixée à 0,8% au quatrième trimestre 2018, contre 1,2% au troisième trimestre 2018.

Dans la zone UEMOA, les prix à la consommation ont été stables au quatrième trimestre 2018.

Dans la zone CEMAC, le taux d'inflation est ressorti à 1,6% en 2018, contre 0,9% en 2017.

II. ECONOMIE NATIONALE

L'exposé de la situation de l'économie nationale aura quatre axes : le secteur réel, le commerce extérieur, les finances publiques et la situation monétaire.

2.1. Secteur réel

Dans l'optique de l'offre, l'activité économique au quatrième trimestre 2018 est marquée par une évolution mitigée dans le secteur primaire et une baisse d'activités dans les secteurs secondaire et tertiaire.

2.1.1. Secteur primaire

Le secteur primaire hors « Agriculture et élevage » a enregistré une évolution contrastée au quatrième trimestre 2018, en ce sens que la sous-branche « Pêche » a connu une baisse d'activités tandis que les branches « Sylviculture et exploitation forestière » et « Industries extractives » ont enregistré une reprise.

2.1.1.1. Agriculture et élevage

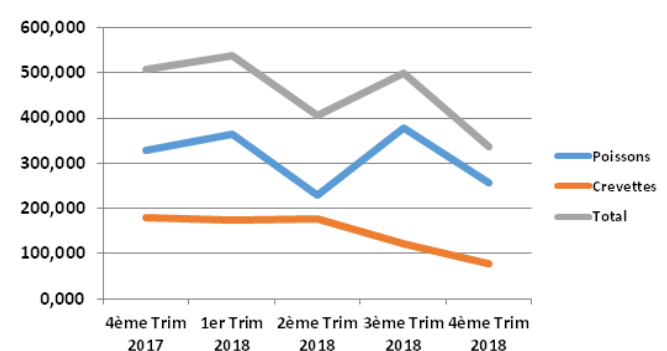
La sous-branche « Agriculture et élevage » a enregistré une progression de ses activités. Sa production en termes réels a augmenté de 6% en 2018 par rapport à 2017, sur fond de l'accroissement de la production agricole (7,8%).

2.1.1.2. Pêche

La sous-branche « Pêche » a accusé une baisse d'activités au quatrième trimestre 2018. En effet, sa production en termes réels a chuté de 33,9% en glissement annuel et de 32,8% en variation trimestrielle, en rapport avec la diminution des captures de poissons et de crevettes qui ont vu leur production régresser respectivement de 21,3% et de 56,7% en glissement annuel et de 31,8% et 35,8% en variation trimestrielle.

Le graphique n° 1, montre que la baisse des captures des crevettes remonte même au deuxième trimestre 2018.

Graphique n° 1 : Evolution de la production de la sous-branche « Pêche » en termes réels (en millions de FCFA)



Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2019)

2.1.1.3. Sylviculture et exploitation forestière

La branche « Sylviculture et exploitation forestière » a poursuivi sa croissance amorcée au troisième trimestre 2018. Sa production en termes réels a progressé de 1% en glissement annuel. Cette croissance s'explique principalement par l'accroissement de la production de placages déroulés qui a bondi de 176,4% au quatrième trimestre 2018, en lien avec la mise en œuvre de la mesure gouvernementale obligeant les sociétés forestières à transformer 85% de leur production sur le territoire national.

Tableau n° 2 : Production du bois en termes réels (en millions de FCFA)

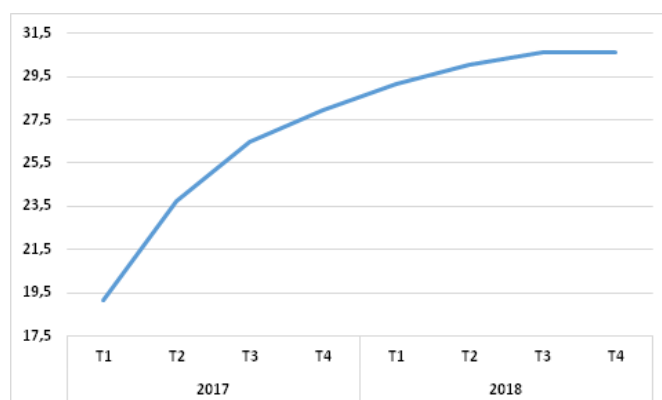
Produits	2017	2018		Variation en %	
	4 ^{ème} Trim.	3 ^{ème} Trim.	4 ^{ème} Trim.	T4-18/T3-18	T4-18/T4-17
- Grumes	2 891,7	7 865,3	1 407,8	-82,1	-51,3
- Sciages	3 781,9	7 331,0	3 946,0	-46,2	4,3
- Plaquages déroulés	685,6	1 348,6	1 894,6	40,5	176,4
- Contreplaqués	176,4	128,7	177,1	37,7	0,4
Total	7 353,5	16 673,6	7 425,4	-55,5	1,0

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2019)

2.1.1.4. Industries extractives

La production de pétrole a enregistré, au quatrième trimestre 2018, une hausse de 9,5% en glissement annuel. Elle est passée de 28 millions de barils au quatrième trimestre 2017 à 30,6 millions de barils au quatrième trimestre 2018. Cette augmentation résulte principalement de l'accroissement de la production du champ pétrolier Moho-Nord.

Graphique n° 2 : Evolution de la production pétrolière (en million de barils)



source : DGE/DRN

2.1.2. Secteur secondaire

Le secteur secondaire a subi une conjoncture défavorable au quatrième trimestre 2018, caractérisée par une baisse d'activités dans les branches « Industries manufacturières », « Electricité et eau » et « Bâtiments et travaux publics ».

2.1.2.1. Secteur secondaire hors BTP

Le secteur secondaire hors BTP a été en récession au quatrième trimestre 2018. L'indice de la production industrielle (IPI) hors BTP a régressé de 4,7% en glissement annuel et de 15,4% en variation trimestrielle.

La baisse de l'IPI en glissement annuel est imputable aux contreperformances des branches « Industries manufacturières » et « Electricité et eau » dont la production en termes réels a baissé respectivement de 4,2% et 5,9%. La diminution de la production dans la branche « Electricité et eau », découle du niveau élevé des « pertes globales » enregistrées dans la distribution de l'électricité.

Tableau n° 3 : Indice de la production industrielle hors BTP (base 100 : 2015)

Libellés	2017	2018		variation en %	
	4 ^{ème} Trim.	3 ^{ème} Trim.	4 ^{ème} Trim.	T4-18/ T3-18	T4-18/ T4-17
Industries manufacturières	60,594	73,328	58,070	-20,8	-4,2
Electricité et eau	131,794	121,429	124,010	2,1	-5,9
IPI hors BTP (en volume)	71,715	80,841	68,369	-15,4	-4,7

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2019)

La baisse de l'IPI en variation trimestrielle est le résultat des contreperformances des industries manufacturières dont la production a chuté de 20,8%.

2.1.2.2. Bâtiments et travaux publics

La branche « Bâtiments et travaux publics » (BTP) a connu une baisse d'activités au quatrième trimestre 2018. Le chiffre d'affaires en termes réels de ladite branche a chuté vertigineusement de 84,8% en glissement annuel et de 51,6% en variation trimestrielle, en rapport avec la contraction des dépenses en capital de l'Etat au cours de la même période (-88,2% en variation trimestrielle et -6,7% en glissement annuel).

2.1.3. Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire a connu une conjoncture défavorable au quatrième trimestre 2018. L'indice du chiffre d'affaires (ICA) de l'ensemble du secteur a régressé de 4% en glissement annuel et de 3,8% en variation trimestrielle.

La régression de l'ICA en glissement annuel et en variation trimestrielle est liée à celle de la branche « Autres services », celle concernant les banques et assurances et les services aux entreprises.

Tableau n° 4 : Indice du chiffre d'affaires du secteur tertiaire en termes réels (base 100 : 2015)

Libellés	2017	2018		Variation en %	
	4 ^{ème} Trim.	3 ^{ème} Trim.	4 ^{ème} Trim.	T4-18/ T3-18	T4-18/ T4-17
Transports et télécommunications	39,455	42,719	43,733	2,4	10,8
Commerce, restaurants et hôtels	47,546	50,500	54,120	7,2	13,8
Autres services	89,366	86,154	79,405	-7,8	-11,1
ICA en termes réels	67,057	66,884	64,363	-3,8	-4,0

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2019)

2.1.3.1. Transports et télécommunications

L'indice du chiffre d'affaires en termes réels de la branche « Transports et télécommunications » a augmenté de 10,8% en glissement annuel et de 2,4% en variation trimestrielle.

L'accroissement du chiffre d'affaires de la branche « Transports et télécommunications » en glissement annuel est l'effet du regain d'activités dans les sous-branches « Transports » (8,9%) et « Télécommunications » (12,6%). Le regain d'activités dans les transports résulte notamment du développement du trafic routier entre Brazzaville et Pointe-Noire ainsi que de la reprise du trafic du Chemin de Fer Congo-Océan (CFCO).

La progression du chiffre d'affaires de la branche « Transports et télécommunications » en variation trimestrielle découle de la performance de la sous-branche « Transports » (7,7%).

2.1.3.2. Commerce, restaurants et hôtels

La branche « Commerce, restaurants et hôtels » a enregistré un rebond d'activités. Son indice du chiffre d'affaires en termes réels a augmenté de 13,8% en glissement annuel et de 7,2% en variation trimestrielle, en raison du dynamisme de l'ensemble de ses sous-branches.

2.1.3.3. Autres services

La branche « Autres services » a accusé une baisse d'activités au quatrième trimestre 2018. L'indice du chiffre d'affaires en termes réels de cette branche a baissé de 11,1% en glissement annuel et de 7,8% en variation trimestrielle.

La régression en glissement annuel de ladite branche s'explique par les contreperformances de la sous-branche « Services aux entreprises » (-25,6%).

La diminution en variation trimestrielle est liée à la mauvaise conjoncture qu'a connue les sous-branches « Banques et assurances » (-8,4%) et « Services aux entreprises » (-6,9%).

Tableau n° 5 : Indice du chiffre d'affaires de la branche «Autres services » (base 100 : 2015)

Libellés	2017	2018		Variation en %	
	4 ^{ème} Trim.	3 ^{ème} Trim.	4 ^{ème} Trim.	T4-18/ T3-18	T4-18/ T4-17
Banques et assurances	108,362	120,883	110,696	-8,4	2,2
Services aux entreprises	75,035	59,954	55,800	-6,9	-25,6
Autres services	89,366	86,154	79,405	-7,8	-11,1

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2019)

2.2. Effectifs employés

Le nombre des travailleurs employés dans les entreprises enquêtées a baissé de 2,9% entre fin décembre 2017 et fin décembre 2018.

Dans le secteur primaire hors pétrole, les effectifs ont cru de 8,3% en glissement annuel, à fin décembre 2018, passant de 3748 personnes à fin décembre 2017 à 4059 personnes à fin décembre 2018, en lien avec la progression de l'activité dans ce secteur. De façon détaillée, les effectifs dans la branche « Agriculture, élevage et pêche » ont augmenté de 3,9% en glissement annuel, grâce à l'accroissement du nombre des temporaires. Les effectifs dans la branche « Sylviculture et exploitation forestière » ont progressé de 10,9% en glissement annuel, en rapport avec l'élévation du nombre des travailleurs permanents.

Dans le secteur secondaire, les effectifs ont reculé de 16,1% en glissement annuel et de 9,8% en variation trimestrielle, en rapport avec la baisse d'activités dans ce secteur. Toutes les branches sont touchées par cette baisse ainsi que toutes les catégories de travailleurs.

Dans le secteur tertiaire, les effectifs ont progressé de 0,1% en glissement annuel et de 2,3% en variation trimestrielle, sur fond de la hausse des effectifs dans la branche « Transports et télécommunications ».

Tableau n° 6 : Effectifs employés (permanents et temporaires)

Indicateurs	Fin déc. 2017	Fin sept 2018	Fin déc 2018	Variations en %	
				Fin déc. 2018/ Fin sep. 2018	Fin déc. 2018/ Fin déc. 2017
Secteur primaire hors pétrole					
Agriculture, Elevage, Pêche	1398	1508	1453	-3,6	3,9
- Effectifs permanents	1062	1038	1042	0,4	-1,9
- Effectifs temporaires	336	470	411	-12,6	22,3
Sylviculture et exploitation forestière	2350	3889	3006	-22,7	27,9
- Effectifs permanents	2230	3619	2897	-20,0	29,9
- Effectifs temporaires	120	270	109	-59,6	-9,2
Sous-total (1)	3748	5397	4459	-17,4	19,0
Secteur secondaire					
Industries manufacturières	6571	5932	4981	-16,0	-24,2
- Effectifs permanents	4017	3264	3342	2,4	-16,8
- Effectifs temporaires	2554	2668	1639	-38,6	-35,8
Electricité et Eau	3544	3465	3432	-1,0	-3,2
- Effectifs permanents	3534	3455	3422	-1,0	-3,2
- Effectifs temporaires	10	10	10	0,0	0,0
Bâtiments et travaux publics	1019	962	933	-3,0	-8,4
- Effectifs permanents	483	459	434	-5,4	-10,1
- Effectifs temporaires	536	503	499	-0,8	-6,9
Sous-total (2)	11134	10359	9346	-9,8	-16,1
Secteur tertiaire					
Transports et télécom.	7695	6685	7907	18,3	2,8
- Effectifs permanents	6981	5583	6547	17,3	-6,2
- Effectifs temporaires	714	1102	1360	23,4	90,5
Commerce, restaurants et hôtels	5412	5690	5576	-2,0	3,0
- Effectifs permanents	4261	4934	4846	-1,8	13,7
- Effectifs temporaires	1151	756	730	-3,4	-36,6
Autres services	8520	7510	8161	8,7	-4,2
- Effectifs permanents	5765	5585	5919	6,0	2,7
- Effectifs temporaires	2755	1925	2242	16,5	-18,6
Sous-total (3)	21627	19885	21644	8,8	0,1
Total effectifs	36509	35641	35449	-0,5	-2,9

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2019)

2.3. Inflation

Selon l'Institut national de la statistique (INS), l'indice des prix à la consommation (base 100 : 2005) s'est établi à 147,4 au quatrième trimestre 2018, en augmentation de 0,8% en glissement annuel et de 0,2% en variation trimestrielle. Cette inflation résulte de l'accroissement des prix à Brazzaville (4,5%) et à Pointe-Noire (1,7%).

Tableau n° 7 : Indice de prix à la consommation (base 100, année 2005)

IPC	2017	2018		Variation en %	
	4 ^{ème} Trim.	3 ^{ème} Trim.	4 ^{ème} Trim.	T4-18/T3-18	T4-18/T4-17
IPC Brazzaville	146,2	152,5	152,8	0,2	4,5
IPC Pointe-Noire	134,5	136,5	136,8	0,2	1,7
IPC National	146,2	147,1	147,4	0,2	0,8

Source : INS/DGE

2.4. Commerce extérieur

Le commerce extérieur de biens, apprécié à travers les statistiques de la Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI), a été excédentaire au quatrième trimestre 2018. En effet, les exportations sont ressorties à 544 milliards de FCFA et les importations à 279 milliards de FCFA.

De façon dynamique, l'excédent de la balance commerciale s'amenuise de trimestre en trimestre, passant de 693 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2017 à 265 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2018, sur fond de la baisse des exportations du pétrole.

Tableau n° 8 : Echanges extérieurs des biens (en milliards de FCFA)

Libellés	2017	2018		Variation en %	
	4 ^{ème} Trim.	3 ^{ème} Trim.	4 ^{ème} Trim.	T4-18/T3-18	T4-18/T4-17
Exportations	1045,121	631,102	544,101	-3,8	-47,9
Importations	352,004	341,202	279,421	-13,8	-20,7
Solde commercial	693,117	290,978	265,012	-	-

Source : DGDDI/DGE

Les exportations de biens se sont chiffrées à 544 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2018, en diminution de 47,9% en glissement annuel. Cette baisse est imputable à celle des exportations des « produits minéraux » (pétrole) et des « métaux communs et ouvrages ». En variation trimestrielle, le recul des exportations (-3,8%) est lié à celui des exportations des « produits minéraux ».

Tableau n° 9 : Principaux produits d'exportations (en milliards de FCFA)

Postes	2017	2018		Variation en %	
	4 ^{ème} Trim.	3 ^{ème} Trim.	4 ^{ème} Trim.	T4-18/T3-18	T4-18/T4-17
Produits minéraux	973,251	571,57	455,142	-20,4	-53,2
Bois, charbons de bois et ouvrages	22,012	42,110	52,214	24,0	137,2
Métaux communs et ouvrages	37,412	9,230	27,142	194,1	-27,5

Source : DGDDI/DGE

Les importations ont chuté de 20,7% en glissement annuel et de 13,8% en variation trimestrielle. En glissement annuel, la baisse des importations a affecté davantage les « produits alimentaires » et le « matériel de transport ». En variation trimestrielle, le repli des importations est attribuable à la diminution des importations des « machines et appareils électriques et mécaniques » et du « matériel de transport ».

Tableau n° 10 : Principaux produits d'importations (en milliards de FCFA)

Libellés	2017	2018		Variation en %	
	4 ^{ème} Trim.	3 ^{ème} Trim.	4 ^{ème} Trim.	T4-18/T3-18	T4-18/T4-17
Produits alimentaires	18,117	15,979	16,014	0,2	-11,6
Machines et appareils électriques et mécaniques	60,234	73,005	62,321	-14,6	3,5
Matériel de transport	66,415	16,021	13,014	-18,8	-80,4

Source : DGDDI/DGE

2.5. Finances publiques

Le tableau des opérations financières de l'Etat ci-dessous indique que la gestion des finances publiques est marquée par un solde budgétaire primaire (sur fonds propres) et un solde global base engagement (y compris dons) excédentaires, au quatrième trimestre 2018, en rapport avec une bonne mobilisation des recettes publiques.

2.5.1. Recettes publiques

Les recettes totales (hors dons) ont été réalisées à hauteur de 518 milliards de FCFA contre 265,3 milliards de FCFA, en hausse de 95,3% en glissement annuel et de 43,6% en variation trimestrielle, sous l'effet d'une forte progression des recettes pétrolières.

Les dons n'ont été perçus qu'à hauteur de 0,8 milliard de FCFA, après l'avoir été de 7,9 milliards au quatrième trimestre 2017 et de 11,7 milliards au troisième trimestre 2018.

2.5.2. Dépenses publiques et prêts nets

Les dépenses budgétaires ont été exécutées à hauteur de 294,5 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2018, contre 274,8 milliards au quatrième trimestre 2017, soit une hausse de 7,2%, sur fond de l'augmentation des dépenses courantes.

Les dépenses courantes, évaluées à 264,1 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2018, sont en hausse de 2% en glissement annuel, en lien avec l'accroissement des autres dépenses courantes et celles des intérêts de la dette.

Les dépenses d'investissement sont passées de 13,4 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2017 à 12,5 milliards au même trimestre de 2018, en diminution de 6,7% en glissement annuel, en rapport avec la diminution des dépenses sur financement extérieur.

Tableau n° 11 : Tableau des opérations financières de l'Etat (2017 - 2018)

Libellés	En milliards de F CFA			Variation en %	
	2017	2018		T4-18/ T3-18	T4-18/ T4-17
	4 ^{ème} Trim.	3 ^{ème} Trim.	4 ^{ème} Trim.		
1- Recettes totales (hors dons)	265,3	360,6	518,0	43,6	95,3
1.1- Recettes pétrolières	100,2	184,1	356,1	93,4	255,4
1.2- Recettes minières	0,0	0,0	0,0	-	-
1.3- Recettes fiscales	155,5	174,2	144,5	-17,0	-7,1
1.4- Recettes du portefeuille	0,5	1,0	1,4	40,0	180,0
1.5- Recettes de services	1,3	1,3	2,5	92,3	92,3
2- Dons	7,9	11,7	0,8	-93,2	-89,9
3- Dépenses totales et prêts nets	274,8	484,6	294,5	-39,2	7,2
3.1- Dépenses courantes	259,0	347	264,1	-23,9	2,0
- Salaires et traitements	99,7	91,1	91,1	0,0	-8,6
- Autres dépenses courantes	131,4	203,6	173,0	-15,0	31,7
- Intérêts dettes	27,8	52,3	46,7	-10,7	68,0
3.2- Dépenses en capital	13,4	105,6	12,5	-88,2	-6,7
- Sur financement intérieur	5,5	52,3	9,6	-81,6	74,5
- Sur financement extérieur	7,9	53,3	3,0	-94,4	-62,0
3.3- Comptes spéciaux et budg. annexes	2,2	32	17,8	-44,4	709,1
4-Solde primaire (sur fonds propres)	26,4	-18,4	273,2	-	-
5-Solde global base engagements (y.c. dons)	-1,6	-112,3	224,3	-	-

Source: MFB/DEP

2.5.3. Soldes budgétaires

Le solde budgétaire primaire, a enregistré un excédent de 273,2 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2018, après avoir été déficitaire de 18,4 milliards de FCFA trois mois plus tôt.

Le solde global base engagements (dons compris) est passé d'un déficit de 1,6 milliard de FCFA au quatrième trimestre 2017 à un excédent de 224,3 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2018.

2.6. Situation monétaire

Suivant les statistiques de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), la situation monétaire à fin décembre 2018 s'est caractérisée par une hausse des avoirs extérieurs nets, une baisse concomitante du crédit intérieur et de la masse monétaire.

2.6.1. Avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets ont augmenté de 13,9% en glissement annuel et de 37,6% en variation trimestrielle, s'établissant respectivement à 242,8 milliards de FCFA à fin décembre 2018 et à 176,5 milliards de FCFA à fin septembre 2018.

Dans le même temps, le taux de couverture de la monnaie est passé de 27,6% à fin décembre 2017 à 32,5% à décembre 2018.

2.6.2. Crédit intérieur

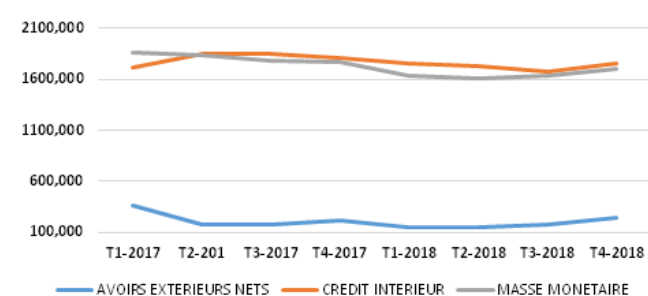
L'encours du crédit intérieur est ressorti à 1753,5 milliards de FCFA à fin décembre 2018, contre 1805,7 milliards à fin décembre 2017, en recul de 2,9%. Cette baisse du crédit intérieur est imputable à la chute des concours bancaires au secteur privé (-6,2%).

Par contre, les créances nettes sur l'Etat ont progressé de 4,5% en glissement annuel et de 15,1% en variation trimestrielle.

2.6.3. Masse monétaire

La masse monétaire s'est repliée de 4%, s'établissant à 1695,2 milliards de FCFA à fin décembre 2018, en lien avec la baisse du crédit intérieur.

Graphique n°3 : Evolution de la masse monétaire et ses contreparties (en milliards de FCFA)



Source : BEAC/DGE

Tableau n° 12 : Masse monétaire et ses contreparties

Libellés	En milliards de F CFA			variation en %	
	Déc. 2017	Sep. 2018	Déc. 2018	Déc. 18/ Sep. 18	Déc. 18 / Déc. 17
Avoirs extérieurs nets	213,27	176,51	242,83	37,6	13,9
Crédit intérieur	1805,75	1668,13	1753,53	5,1	-2,9
- Créances nettes sur l'Etat	591,37	536,73	617,81	15,1	4,5
- Crédits à l'économie	1210,38	1131,40	1135,72	0,4	-6,2
Masse monétaire	1766,14	1629,37	1695,18	4,0	-4,0
Autres postes nets	252,89	215,27	301,18	39,9	19,1
Taux de couverture monétaire	27,57	25,14	32,46	-	-

Source: BEAC

III. PERSPECTIVES ECONOMIQUES POUR 2019

Cette partie traitera des perspectives économiques pour 2019 au niveau international et au niveau national.

3.1. Economie internationale

L'analyse des perspectives macroéconomiques pour 2019 consistera en l'examen de la croissance économique mondiale, des prix des produits de base et de l'inflation.

3.1.1. Croissance économique

Selon le FMI, la croissance mondiale devrait ralentir, pour s'établir à 3,3% en 2019 contre 3,6% en 2018, en rapport principalement avec l'essoufflement de la croissance dans les *pays avancés*.

Dans les *pays avancés*, la croissance devrait ralentir pour s'établir à 1,8% en 2019 contre 2,2% en 2018, à cause des effets négatifs attendus des hausses des droits de douanes adoptées en 2018, de la suppression progressive de la relance budgétaire réalisée aux Etats-Unis et de l'affaiblissement des forces cycliques. Aux Etats-Unis, la croissance ressortirait à 2,3% en 2019 après avoir été de 2,9% en 2018, en lien avec la suppression progressive de la relance budgétaire et les conséquences de la fermeture partielle des administrations fédérales. Dans la zone Euro, la croissance passerait de 1,8% en 2018 à 1,3% en 2019, à cause d'un certain nombre de facteurs propres à chaque pays : (i) la baisse de la consommation privée, de la production industrielle et des exportations en Allemagne ; (ii) la diminution de la demande intérieure et l'augmentation des rendements souverains en Italie ; (iii) l'impact négatif des manifestations de rue en France ; etc. Au Japon, la croissance ressortirait à 1% en 2019 après avoir été de 0,8% en 2018, en raison des mesures budgétaires supplémentaires de soutien à l'activité. Au Royaume-Uni, la croissance fléchirait pour se situer à 1,2% en 2019 contre 1,4% en 2018, à cause principalement des incertitudes liées à l'accord avec l'Union européenne sur le Brexit.

Dans les *pays émergents* et *pays en développement*, la croissance devrait ralentir, pour s'établir à 4,4% en 2019 contre 4,5% en 2018, en rapport principalement avec le ralentissement de l'activité dans les *pays avancés*, les tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine, le resserrement progressif attendu des conditions financières suite à la suppression de la politique monétaire accommodante aux Etats-Unis. En Chine, le PIB réel devrait décélérer pour se situer à 6,3% en 2019 contre 6,6% en 2018. En Inde, la croissance s'accélélerait, s'établissant à 7,3% en 2019 après avoir été de 7,1% en 2018.

En Afrique Subsaharienne, la croissance devrait s'accélérer, passant de 3% en 2018 à 3,5% en 2019.

Dans la zone CEMAC, la croissance devrait se situer à 3,1% en 2019 contre 1,8% en 2018.

3.1.2. Prix des matières premières

Selon le FMI, les cours annuels moyens du pétrole seraient de 59,2 dollars le baril en 2019, soit un recul de 13,4 % par rapport à 2018. Les motifs de ce recul sont la baisse de la demande de pétrole en lien avec le ralentissement de la croissance mondiale ainsi que les réductions obligatoires de la production au Canada et les compressions par les pays membres et non membres de l'OPEP y compris les interruptions involontaires de la production au Venezuela.

L'indice annuel des cours des métaux de base établi par le FMI augmenterait de 2,4 % en 2019, en raison de la hausse de la demande de métaux prévue en Chine et de l'insuffisance de l'offre imputable à l'application d'une réglementation environnementale plus stricte dans les principaux pays producteurs.

3.1.3. Inflation

Les prix à la consommation enregistreraient une baisse dans les *pays avancés* et une hausse dans les *pays émergents* et *pays en développement* en 2019.

Dans les *pays avancés*, le taux d'inflation reviendrait à 1,6% en 2019 après avoir été de 2% en 2018. Aux Etats-Unis, il se fixerait à 2% en 2019 contre 2,4% en 2018. Dans la zone Euro, il se situerait à 1,3% en 2019, contre 1,8% en 2018. Au Japon, il ressortirait à 1% en 2019, contre 1,1% en 2018. Au Royaume-Uni, il tomberait à 1,8% en 2019, contre 2,5% en 2018.

Dans les *pays émergents* et *pays en développement* hors Venezuela, le taux d'inflation s'élèverait de 4,8% en 2018 à 4,9% en 2019. En Chine, il s'établirait à 2,3% en 2019 après avoir été de 2,1% en 2018. En Inde, il ressortirait à 3,9% en 2019, contre 3,5% en 2018. Au Brésil, il s'établirait à 3,6% en 2019, contre 3,7% en 2018. En Turquie, il remonterait à 17,5% en 2019 après avoir été de 16,3% en 2018.

En Afrique Subsaharienne, le taux d'inflation se situerait à 8,1% en 2019, contre 8,5% en 2018. Dans les pays exportateurs de pétrole, il passerait de 12,9% en 2018 à 11,8% en 2019. Dans les pays à revenu intermédiaire, il s'établirait à 5,1% en 2019, contre 4,6% en 2018. Dans les pays à faible revenu, il se fixerait à 7,4% en 2019, contre 7,7% en 2018.

Dans la zone CEMAC, l'inflation devrait galoper à 2,3% en 2019, contre 1,6% en 2018, respectant ainsi la norme communautaire de 3%.

3.2. Economie nationale

Ce compartiment présentera les perspectives 2019 pour le secteur réel, l'inflation, les finances publiques et la situation monétaire.

3.2.1. Secteur réel

Sur la base des prévisions réalisées par le Comité de Cadrage Macroéconomique et Budgétaire, les perspectives macroéconomiques pour 2019 s'annoncent favorables. Le rythme de progression du PIB réel se situerait à 3,7% en 2019, induit par le dynamisme des secteurs pétrolier (8,4%) et hors pétrole (1,6%).

Le secteur primaire enregistrerait une croissance de 6,6%, dont les locomotives seraient les branches « Agriculture, élevage, chasse et pêche » (4,2%) et « Industries extractives » (8,2%).

Le secteur secondaire, pour sa part, connaîtrait un fléchissement de sa croissance en 2019, affichant un taux de 1,6%, contre 1,7% en 2018. Ce ralentissement est imputable à celui des branches « Industries manufacturières » et « Electricité, gaz et Eau ».

Le secteur tertiaire, quant à lui, renouerait avec la croissance, après trois années consécutives de récession. Son taux de croissance s'élèverait à 1,7% en 2019, contre -1,3% en 2018, en lien notamment avec la bonne tenue des branches « Transports et télécommunications » (6,3%) et « Autres services » (6,4%).

3.2.2. Inflation

Suivant les données de l'Institut National de la Statistique, le taux d'inflation devrait être de 2% en 2019 contre 1,6% en 2018.

3.2.3. Finances publiques

Suivant la loi des finances exercice 2019, le budget de l'Etat s'élèverait, en recettes à la somme de 2067,7 milliards de FCFA.

Les recettes budgétaires hors dons et legs se chiffraient à

1949,1 milliards de FCFA. Elles se répartissent comme suit :

- recettes pétrolières : 1094,2 milliards de FCFA ;
- recettes minières : 1,5 milliard de FCFA ;
- recettes fiscales : 831,5 milliards de FCFA ;
- recettes de portefeuille : 8 milliards de FCFA ;
- recettes de services : 13,9 milliards de FCFA.

Les dons et legs seraient projetés à 28 milliards de FCFA.

Les dépenses totales seraient arrêtées à 1483 milliards de FCFA, dont :

- dépenses courantes : 1190 milliards de FCFA ;
- dépenses en capital : 293 milliards de FCFA.

Le solde primaire (sur fonds propres) serait de 649,6 milliards de FCFA.

3.2.4. Situation monétaire

Selon la Banque des Etats de l'Afrique Centrale, la situation monétaire à fin décembre 2019, se présenterait comme suit :

- avoirs extérieurs nets : 616 milliards de FCFA, en progression de 4,1% ;
- crédit intérieur : 1374 milliards de FCFA, en recul de 7,2% ;
- masse monétaire : 1985 milliards de FCFA, en baisse de 3,1%.

ANNEXE

APERÇU METHODOLOGIQUE

Les notes de conjoncture des premier, deuxième et troisième trimestres 2018 ont été rédigées à partir des données de l'enquête réalisée du 13 au 27 mai 2019 auprès d'un échantillon d'entreprises des secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Cette note résume la méthodologie utilisée pour parvenir aux résultats sus mentionnés. Elle comportera trois parties : la collecte des données, le calcul des valeurs ajoutées et la détermination des indices.

1. Collecte des données

L'enquête a été réalisée auprès de quatre cent quatre (404) entreprises et coopératives installées sur l'ensemble du territoire national. Le tableau ci-dessous présente la répartition de ces entreprises par département.

Tableau annexe 1 : Répartition des entreprises enquêtées par département

Département	Nombre d'entreprises
Pointe - Noire	232
Brazzaville	118
Bouenza - Niari - Lékoumou	15
Plateau - Cuvette	33
Likouala	2
Sangha	4
Total	404

Sur les quatre cent quatre (404) entreprises, trois cent un (301) ont répondu. Le tableau ci-après fournit la répartition des entreprises ayant répondu par secteur d'activités. Il s'ensuit un taux de réponse de 74,5%.

Tableau annexe 2 : Répartition des entreprises ayant répondu par secteur d'activités

Secteur	Nombre d'entreprises
Primaire	71
Secondaire	61
Tertiaire	169
Total	301

2. Calcul des valeurs ajoutées

Il y a eu des branches et sous-branches pour lesquelles le calcul des indices n'a pas été techniquement possible. Il s'agit de : Agriculture et élevage ; Pêche ; Sylviculture et exploitation forestière ; le secteur pétrolier ; Bâtiments et travaux publics. Pour ces branches et sous-branches, il a été procédé au calcul des valeurs ajoutées brutes (*).

3. Calcul des indices

Deux indices ont été déterminés : l'indice de la production industrielle (IPI) et l'indice du chiffre d'affaires (ICA).

a) Périodicité et période de base

Les indices ont été calculés sur une période de trois mois dans le but de disposer des indices trimestriels plus fréquemment utilisés dans l'analyse conjoncturelle.

L'année de base choisie est 2015 où la croissance était de 2,6% et l'inflation de 3,2%.

b) Choix de l'échantillon des produits ou des services et de celui des entreprises

Le choix de l'échantillon des produits ou des services ainsi que celui des entreprises a été réalisé au moyen de la méthode produit-entreprise ou service-entreprise qui est conseillée par AFRISTAT. Cette méthode, qui permet de déterminer à la fois l'échantillon des produits ou des services et celui des entreprises, se fonde sur un échantillon d'entreprises de base.

Pour l'indice de la production industrielle (IPI), l'échantillon de base est constitué de 46 entreprises dont 19 dans « Industries alimentaires », 25 dans « Autres industries manufacturières » et 2 dans « Electricité et eau ».

Pour l'indice du chiffre d'affaires, l'échantillon de base est formé de 163 entreprises dont 31 dans « Transports et télécommunications », 80 dans « Commerce, restaurants et hôtels » et 52 dans « Autres services ».

L'échantillon des produits ou des services retenu est un choix raisonné visant à assurer la couverture maximale des sous-branches. A partir de l'échantillon de base, il a été recensé, pour l'année de base, un total de 36 produits et 54 services offerts par les entreprises, en les classant dans chaque sous-branche d'activités par ordre décroissant de leur valeur ajoutée ou de leur chiffre d'affaires. Ensuite, il a été calculé le poids de la valeur ajoutée ou du chiffre d'affaires de chaque produit ou service dans la valeur ajoutée totale ou dans le chiffre d'affaires total de la branche.

* Pour la branche « Bâtiments et travaux publics », on a procédé à la détermination du chiffre d'affaires.

Et, seuls les produits ou les services dont la valeur ajoutée ou le chiffre d'affaires représentait au moins 80% de la valeur ajoutée totale ou du chiffre d'affaires total de la branche étaient retenus. Ainsi, les produits ou les services non retenus sont considérés comme ceux dont le poids n'influence pas significativement les indices.

L'échantillon des produits pour l'IPI est de 26 produits, celui des services pour l'ICA est de 40 services. L'échantillon des entreprises est déduit de celui des différents produits ou services sélectionnés dans l'échantillon des produits ou des services, car à un produit ou à un service correspond une entreprise précise.

c) Pondérations

Pour les pondérations et le calcul des indices, il est commode de se limiter à la méthodologie utilisée dans la détermination de l'indice de la production industrielle. Cette méthode est identique à celle utilisée pour le calcul de l'ICA.

L'IPI est un indice de type Laspeyres utilisant une structure des pondérations fixes dans le temps. Cette structure des pondérations est déterminée durant la période de base. L'IPI est une moyenne pondérée des indices élémentaires. Pour son calcul, trois types de pondérations étaient nécessaires : les pondérations des produits, les pondérations des sous-branches et les pondérations des branches.

(i)- Pondérations des produits

Les pondérations des produits correspondent aux poids des produits-entreprises dans l'ensemble des produits sélectionnés. Ces poids représentent les parts de leur production dans la production globale.

La pondération « produit » est donnée par la formule ci-dessous.

$$\text{Pondération produit} = \frac{\text{Production d'un bien}}{\text{Production totale de l'échantillon}} \times 100$$

(ii)- Pondérations des sous-branches

La pondération de chaque sous-branche de l'échantillon correspond au cumul des pondérations des produits qu'elle contient.

La pondération « sous-branche » s'obtient à l'aide de la formule ci-après.

$$\text{Pondération sous-branche} = \sum \text{pondérations des produits qui composent la sous-branche}$$

(iii)- Pondérations des branches

La pondération de chaque branche de l'échantillon correspond au cumul des pondérations des sous-branches qui la composent.

La pondération « branche » s'obtient par la formule ci-dessous.

$$\text{Pondération branche} = \sum \text{pondérations des sous-branches qui composent la branche}$$

Par rapport aux formules utilisées ci-dessus, la pondération de l'ensemble du secteur industriel est égale à 100.

d) Calcul de l'indice de la production industrielle

L'indice est construit par agrégation successive. Chaque niveau d'agrégation utilise une moyenne arithmétique pondérée des indices du niveau inférieur. Quatre types d'indices ont été calculés :

- au premier niveau, sont calculés les indices « élémentaires » qui mesurent l'évolution des biens produits ;
- au deuxième niveau, sont calculés les indices de « sous-branches » qui mesurent l'évolution des biens produits dans les sous-branches ;
- au troisième niveau, sont calculés les indices de « branche » qui mesurent l'évolution des biens produits dans les branches ;
- au quatrième niveau, est calculé l'indice « global » qui mesure l'évolution des biens produits dans l'ensemble du secteur industriel.

(i)- Indices élémentaires

Les indices élémentaires, qui sont calculés par produit ou par famille de produits, s'obtiennent en rapportant les productions trimestrielles annualisées à la production de l'année de base.

L'indice élémentaire du produit i de l'échantillon au trimestre t par rapport à l'année de base, noté $I_{t,0}^i$ est donné par la formule suivante :

$$I_{t,0}^i = \frac{Prod_{it}}{Prod_{i0}} \times 100$$

avec

$Prod_{it}$: Valeur de la production annualisée du bien i au trimestre t ;

$Prod_{i0}$: Valeur de la production du bien i en année de base.

(ii)- Indices de sous-branches

L'indice d'une sous-branche est obtenu en pondérant les indices élémentaires des produits de la sous-branche considérée par leur poids respectif dans l'échantillon.

Pour la sous-branche j constituée de n produits, l'indice de la sous-branche j au trimestre t , noté $I_{t,0}^j$, est donné par :

$$I_{t,0}^j = \sum_{i=1}^n \alpha_i \times I_{t,0}^i$$

$$\text{avec } \alpha_i = \frac{Prod_{i0}}{\sum_{i=1}^n Prod_{i0}};$$

$I_{t,0}^i$ est l'indice élémentaire du produit i de la sous-branche j ; $Prod_{i0}$ est la production du bien i en année de base ; α_i est le coefficient de pondération de l'indice élémentaire $I_{t,0}^i$.

(iii)- Indices de branches

$I_{t,0}^k$ L'indice d'une branche est obtenu en pondérant les indices des sous-branches par leur poids respectifs dans la branche.

Pour la branche k, constituée de m sous-branches, l'indice de la branche k au trimestre t, noté $I_{t,0}^k$, est donné par :

$$I_{t,0}^k = \sum_{j=1}^m \beta_j \times I_{t,0}^j$$

avec $\beta_j = \sum_{i=1}^r \alpha_i$;

où $I_{t,0}^j$ est l'indice de la sous-branche j ; r est le nombre de produits contenus dans la sous-branche j.

(iv)- Calcul de l'indice global

Si le secteur industriel est formé de p branches, l'indice de la production industrielle au trimestre t, noté $I_{t,0}$, s'obtient par la formule :

$$I_{t,0} = \sum_{k=1}^p \delta_k I_{t,0}^k$$

avec $\delta_k = \sum_{j=1}^s \beta_j$;

où δ_k est le poids de la branche k dans le secteur industriel ; s est le nombre des sous-branches qui forment la branche k.



Direction Générale de l'Économie

Bld Denis SASSOU NGUESSO (face MUCODEC la gare)

📍: 1111 Bzv 📞: (+242) 22.260.03.54

✉: dgeconomie.cg@gmail.com